

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 10/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SERIPANNEAUX

RN 10

40230 Saint-Vincent-De-Tyrosse

Références : -
Code AIOT : 0005201914

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2026 dans l'établissement SERIPANNEAUX implanté 1105 route de bordeaux 40230 Saint-Vincent-de-Tyrosse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERIPANNEAUX
- 1105 route de bordeaux 40230 Saint-Vincent-de-Tyrosse
- Code AIOT : 0005201914
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise SERIPANNEAUX est une entreprise de fabrication de panneaux de particules de bois.

Le site exploité par cette société à Saint-Vincent-de-Tyrosse est classé pour les activités suivantes :

- stockage de bois ;
- broyage du bois ;
- travail du bois ;
- combustion (chaudière biomasse) ;
- emploi de matières plastiques ;
- stockage de polymères ;
- application de vernis.

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cession d'activité _ site à autorisation	Code de l'environnement du 17/03/2026, article R.512-66-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
2	Attestation de mise en sécurité	Code de l'environnement du 17/03/2026, article R.512-39-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Réhabilitation du site	Code de l'environnement du 17/03/2026, article R.512-39-2	Demande d'action corrective	1 mois
4	Mémoire de réhabilitation	Code de l'environnement du 17/03/2026, article R.512-39-3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a déclaré la cessation d'activité sans préciser le calendrier définitif de mise à l'arrêt des installations.

Aucune mesure complète de mise en sécurité n'a été réalisée et l'attestation correspondante n'a pas été transmise.

Le site reste surveillé et partiellement sécurisé, mais les déchets, matières premières et équipements sont toujours présents.

L'usage futur du site n'est pas définitivement arrêté, bien qu'une orientation industrielle soit envisagée.

Enfin le mémoire de réhabilitation n'a pas été transmis malgré l'engagement d'un bureau d'études pour accompagner la cessation d'activité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité _ site à autorisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/03/2026, article R.512-66-1
Thème(s) : Situation administrative, liquidation judiciaire
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.
Constats : L'exploitant a transmis, le 17 juillet 2025, une lettre recommandée à la préfecture des Landes informant les services administratifs de la mise à l'arrêt de l'activité du site Seripaneaux, situé au 1105 route de Bordeaux, 40230 Saint-Vincent-de-Tyrosse. Cette notification était accompagnée d'un bilan environnemental établi par le débiteur, faisant état des stocks de produits chimiques restant sur site ainsi que des stocks d'équipements industriels (incluant les produits entrants et les produits finis). Par ailleurs, le liquidateur judiciaire a établi, le 15 juillet 2025, un procès-verbal d'inventaire désignant les équipements présents sur site par zone/bâtiment. La notification n'indique pas le calendrier définitif pour assurer la mise à l'arrêt des installations classées. Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant n'avait procédé à aucune évacuation d'équipements, de stocks ou de déchets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet le calendrier définitif pour assurer la mise à l'arrêt des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Attestation de mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/03/2026, article R.512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, ATTEST
Prescription contrôlée : III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. <u>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</u> Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que

les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Constats :

L'exploitant n'a pas réalisé les mesures nécessaires pour assurer la mise en sécurité du site. Il n'a donc pas transmis l'attestation de mise en sécurité attestée par une entreprise certifiée.

Le jour de la visite d'inspection :

- Le site était gardé par deux gardiens postés à l'entrée du site 24 h sur 24 et 7 j sur 7. Ces gardiens effectuaient des rondes sur site et avaient à disposition un poste de travail retransmettant l'ensemble des caméras de sécurité ;
- Le site était clôturé ;
- L'électricité n'était pas coupée ;
- Les systèmes d'extinction incendie étaient toujours présents. L'exploitant a précisé qu'ils étaient toujours fonctionnels ;
- L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas de gaz ;
- Les déchets n'avaient pas été évacués ;
- Les matières premières et les produits finis n'avaient pas été évacués ;
- Les équipements/installations étaient arrêtés.

Toutefois, l'exploitant a mandaté un bureau d'études afin de réaliser une étude historique, documentaire et des diagnostics environnementaux en date du 19 mai 2025. L'exploitant a reçu la première étude environnementale le 09/03/2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en œuvre les mesures nécessaires à la mise en sécurité du site.

Il fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Réhabilitation du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/03/2026, article R.512-39-2

Thème(s) : Situation administrative, Usage futur du site

Prescription contrôlée :

I.- Lorsque l'exploitant procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.

II.- Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière

d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.

En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.

III.- A défaut d'accord entre l'exploitant, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et les propriétaires des terrains d'assiette concernés, l'usage retenu pour les terrains concernés est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif, sauf s'il est fait application des IV et V.

IV.- Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et aux propriétaires des terrains, dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au deuxième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif avec l'usage futur de la zone et des terrains voisins tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions d'usage pour le site.

V.- Dans un délai de deux mois après réception du mémoire et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et des propriétaires des terrains d'assiette concernés, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée au regard des documents d'urbanisme en vigueur à la date de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1 et de l'utilisation des terrains situés au voisinage des terrains concernés. Il fixe le ou les usages à prendre en compte pour déterminer les mesures de gestion à mettre en œuvre dans le cadre de la réhabilitation et les communique au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette concernés.

A défaut de décision du préfet dans ce délai de deux mois ou en l'absence de transmission du mémoire, l'usage retenu est un usage appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue par le I de l'article D. 556-1 A que celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.

Constats :

L'exploitant a indiqué, le jour de la visite d'inspection, que le site devrait être réhabilité pour un usage industriel, sans pour autant se positionner définitivement.

À la date de cette visite, l'exploitant n'avait pas transmis l'attestation de réhabilitation du site pour cet usage.

Un éventuel changement d'usage du site vers un usage résidentiel ou autre devra être effectué conformément à la réglementation en vigueur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant se positionne sur l'usage définitif du site, conformément à l'article susvisé, afin de pouvoir procéder à la réhabilitation du site selon l'usage défini.

L'exploitant transmet, dès sa réception, l'attestation de réhabilitation du site pour un usage

industriel. Ces éléments sont transmis aux différents services de l'État, comme indiqué à l'article R. 512-66 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Mémoire de réhabilitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/03/2026, article R.512-39-3
Thème(s) : Situation administrative, mémoire de réhabilitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, <u>dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés.</u> Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.</p> <p>Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. Dans le cas où les opérations mentionnées au 1° du IV de l'article R. 512-75-1 sont finalisées après ce diagnostic, celui-ci est actualisé pour prendre en compte les terrains libérés à l'issue de ces opérations. [...]</p> <p>VII.- Une cessation d'activité réputée achevée ne fait pas obstacle à l'application des dispositions de l'article R. 512-39-4.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis de mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés.</p> <p>Par ailleurs, l'usage des terrains n'a pas été déterminé, comme indiqué au point de constat n° 3 du présent rapport.</p> <p>Toutefois, comme évoqué au constat n° 2 du présent rapport, l'exploitant a déjà mandaté un bureau d'études certifié afin d'effectuer les démarches de cessation d'activité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet, dans un délai de deux mois, le mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois